

Fukushima : la lenteur de la reconstruction pèse sur la santé mentale

Le Monde.fr avec AFP | 05.03.2013 à 10h33 • Mis à jour le 05.03.2013 à 13h52



Une ville évacuée dans le périmètre d'exclusion de 20 km autour de la centrale. | REUTERS/STRINGER

Le ministre japonais de l'industrie a jugé mardi impossible de prévoir le nombre de réacteurs nucléaires qui pourraient être remis en exploitation au Japon d'ici à la fin de l'année, alors que le patron d'Areva a calculé qu'une demi-douzaine pourraient fonctionner d'ici là.

La relance des sites atomiques, aujourd'hui tous stoppés à l'exception de deux réacteurs à Oi, est "imprévisible" selon Toshimitsu Motegi. "De nouvelles règles plus sévères seront adoptées en juillet et ensuite débiteront les passages en revue des réacteurs nucléaires", a rappelé pour sa part un porte-parole de l'Autorité de régulation nucléaire.

"Même si certains réacteurs remplissent les conditions de sûreté, il y aura des procédures additionnelles ultérieures, dont celles d'obtenir l'approbation de la population locale", a ajouté un fonctionnaire de la même instance.

SPÉCULATIONS D'AREVA

Cette réaction intervient alors que les spéculations vont bon train. Lundi, le président du directoire du groupe français Areva, Luc Oursel, a dit s'attendre au redémarrage de six réacteurs d'ici à la fin de l'année. Le PDG de l'entreprise d'uranium canadienne Cameco a pour sa part estimé mi-février que huit devraient avoir été remis en service avant fin 2013.

Inversement, l'agence de presse Kyodo a indiqué, sur la base d'une enquête auprès des compagnies, qu'aucun ne devrait être relancé cette année à cause des délais et contraintes réglementaires. Quant aux deux d'Oi en activité, ils devraient être arrêtés pour maintenance en septembre, ce qui risque d'entraîner une nouvelle période "nucléaire zéro" comme le Japon en a déjà connu une en mai et juin 2012.

LE MORAL DES HABITANTS AFFECTÉ

La situation dans la province de Fukushima est "très compliquée", en raison des répercussions de l'accident nucléaire, selon Hiroshi Suzuki, à la tête d'une commission consultative pour la reconstruction de la province de Fukushima. "Il n'y a pas suffisamment d'attention envers la santé mentale" des habitants a déclaré M. Suzuki.

"La situation est très grave. [...] Bien qu'ils aient la possibilité de se réunir, ils ne peuvent pas communiquer entre eux à propos des dégâts qu'ils ont subis. C'est donc à nous, les personnes non affectées directement, de leur rendre visite et d'écouter ce qu'ils ont à dire, mais ces efforts ont été très insuffisants."

Le gouvernement a ordonné à quelque 110 000 personnes d'évacuer une zone interdite autour du complexe atomique paralysé, gelant ainsi de facto la remise en état des villes et villages. Si certains ont commencé à revenir dans les lieux les moins contaminés, à la suite d'une redéfinition plus étroite de la zone

interdite, il est à craindre que certains endroits restent inhabitables durant des décennies.